

L’Affaire Rosenberg, un symbole de l’anticommunisme aux Etats-Unis



À la fin de 1949, le président Truman, en annonçant que l’U.R.S.S. a fait exploser une bombe atomique, rappelle qu’il avait prévu un tel développement dès 1945 ; le général Eisenhower, alors président de l’université Columbia, déclare : « L’information donnée par notre président confirme simplement les prévisions scientifiques. » Cette analyse est vigoureusement combattue par ceux qui proclament l’incapacité de l’Union soviétique à atteindre le niveau de la science et de la technique atomiques des États-Unis autrement qu’en volant à ceux-ci leurs secrets. Les Soviétiques ont-ils bénéficié d’une aide occidentale ?

Le 3 février 1950, Klaus Fuchs, un physicien allemand qui avait travaillé pendant la guerre à Los Alamos (où fut expérimentée la première bombe atomique), est arrêté à Londres après avoir avoué qu’il avait communiqué des informations sur la bombe à l’U.R.S.S. Il est condamné à quatorze ans de prison. Ses aveux vont indirectement permettre le 15 juin 1950 l’arrestation d’un certain David Greenglass, soldat mécanicien à Los Alamos durant la guerre. Il reconnaît, selon le F.B.I., un vol de « secrets atomiques », fait à l’instigation de son beau-frère Julius Rosenberg, ingénieur en électricité, auquel l’opposent de nombreux différends personnels et financiers, et à qui il aurait remis croquis et explications sur la bombe atomique en septembre 1945. Julius Rosenberg est interrogé dès le 16 juin mais, relâché sur-le-champ, n’est arrêté que le 17 juillet 1950. L’« espion » ne profite pourtant pas de ce mois de répit pour s’enfuir, bien que le F.B.I. se plaigne des difficultés rencontrées à surveiller le bloc d’immeubles où il réside. David Greenglass avait d’abord impliqué sa propre épouse. À la suite d’un accord avec le ministère de la Justice, Ruth Greenglass ne sera pas poursuivie et ce sera sa propre sœur, Ethel Rosenberg, que David Greenglass accusera dorénavant. Elle est arrêtée le 11 août 1950.

Les preuves dont dispose l’accusation sont minces : les pièces à conviction présentées au procès ne sont pas des preuves de la participation des Rosenberg à un réseau d’espionnage ou de la transmission d’informations sur la bombe atomique à l’Union soviétique, laquelle, au moment des faits, était l’alliée des États-Unis. L’inculpation précise donc que, selon la loi sur l’espionnage de 1917 (pourtant modifiée - en un sens plus laxiste - pour les questions atomiques par le *Atomic Energy Act* de 1947) : « Vers le 6 juin 1944 [...], Julius Rosenberg [et ses co-accusés] [...], les États-Unis étant en guerre [...], ont conspiré [...] en vue d’espionner [...] dans le dessein et avec toute raison de croire que ce serait à l’avantage d’une nation étrangère, en l’occurrence l’U.R.S.S. »

Le procès de Julius et Ethel Rosenberg commence le 6 mars 1951, devant le tribunal fédéral de Foley Square, à New York. Le 29 mars 1951, le jury rend son verdict : les accusés sont coupables. Les Rosenberg ont été victimes de nombreuses circonstances défavorables. On est en plein maccarthysme et en pleine guerre de Corée ; leur avocat est médiocre. Surtout, le juge et le procureur (dont la collusion sera ultérieurement mise en évidence) cherchent des coupables : ils glissent constamment du chef d’accusation proclamé (conspiration en vue d’espionner) à des chefs d’accusation qui, volontairement, n’avaient pas été retenus. Ils ne sont pas accusés de trahison. Néanmoins, dans ses propos liminaires au jury, le procureur Saypol parle de ces « Américains traîtres », de ces « actes de trahison ». Ils ne sont pas accusés d’avoir livré la bombe atomique à l’U.R.S.S. Pourtant, le procureur affirme : « Nous vous prouverons que les Rosenberg ont ourdi une machination [...] qui leur a permis, grâce à Greenglass, de voler [...] la bombe atomique. » Ils ne sont pas accusés d’avoir déclenché la guerre de Corée. Cependant, le juge Kaufman, en rendant sa sentence le 9 avril 1951, déclare : « En remettant entre les mains des Russes la bombe A des années avant qu’ils puissent la réaliser, [...] vous avez, selon moi, causé par votre conduite l’agression communiste en Corée, dont il a résulté des pertes excédant 50 000 morts. Qui sait si des millions d’innocents ne paieront pas le prix de votre trahison ? De fait, par votre traîtrise, vous avez changé le cours de l’histoire aux dépens de notre pays. » Julius et Ethel Rosenberg sont condamnés à mort. Comme le souligne le juge Frankfurter de la Cour suprême, les Rosenberg ont été jugés pour complot mais condamnés pour trahison.

Malgré des mouvements d’opinion dans le monde entier ou des demandes de clémence émanant de personnalités telles que Albert Einstein ou Pie XII, toutes les tentatives faites pour obtenir la révision du procès ou la grâce présidentielle échoueront. À la veille de l’exécution, encore, la Cour suprême refuse de se saisir de l’affaire. Comme le note le juge Black dans sa décision (que le *New York Times* publie le 20 juin 1953, le lendemain de l’exécution des Rosenberg) : « Il n’est pas mal à propos de souligner que ce tribunal n’a jamais reconsidéré ce procès ni affirmé son équité. Ainsi, des interrogations pourraient subsister quant à la légitimité et à la légalité de ces exécutions. »

Le 19 juin 1953, Julius et Ethel Rosenberg sont exécutés.

